

PRÉFACE

L'année 1988 restera peut-être dans l'histoire comme celle du premier recul constaté et reconnu de l'impérialisme communiste. Tournant décisif : dans trois pays clefs, l'Afghanistan, l'Angola et le Nicaragua, nous assistons à l'échec d'un pouvoir communiste qui ne parvient pas à s'imposer à la population malgré de nombreuses années de luttes violentes et malgré l'aide massive de l'Union soviétique. Nous voyons surtout, et cela est peut-être encore plus important, Moscou reconnaître ses échecs et faire pression sur les pouvoirs communistes locaux en menaçant de supprimer l'aide qui leur est fournie, les plaçant ainsi devant la nécessité de négocier avec leurs adversaires. Jusqu'à présent, c'était un dogme immuable, de Lénine à Brejnev et à Andropov, en passant par Khrouchtchev lui-même : la « *Révolution mondiale* » était irréversible et les devoirs de l'« *internationalisme prolétarien* » ne souffraient pas d'exception. Une fois un pays devenu communiste, il ne pouvait pas, ne devait pas repasser dans le camp capitaliste. C'est ainsi que la sphère contrôlée par les démocraties n'avait cessé de se rétrécir depuis 1917, surtout depuis 1945. La Grenade avait constitué une entorse mineure à cette règle, mais on peut considérer plutôt comme un accident le succès de cette opération militaire américaine qui, au grand soulagement des populations locales, fit tomber un gouvernement communiste contrôlé par Cuba, par l'Union soviétique et accessoirement par la Corée du Nord, après que le mouvement « New Jewel » au pouvoir eût d'ailleurs assassiné son propre leader local, procédure habituelle d'alternance dans ces régimes.

L'élément nouveau, en 1988, c'est que Gorbatchev reconnaît lui-même explicitement la nécessité d'évacuer l'Afghanistan sans chercher à tout prix à y imposer, après l'éventuel départ de l'Armée rouge, un gouvernement subordonné à l'Union soviétique. Cela ne

signifie pas que Moscou renoncera à y défendre ses intérêts géostratégiques, mais cela signifie que Moscou prend acte à la fois d'un échec et d'une défaite militaire, en reconnaissant qu'une population peut ne pas vouloir être socialiste, et que les résistants qui combattent le pouvoir socialiste ne sont pas simplement une poignée de « bandits » à la solde de l'étranger. Au point de vue idéologique, la défaite politique est encore plus importante que la défaite militaire, surtout quand elle est reconnue et acceptée comme telle. De plus, Mikhaïl Gorbatchev, dans sa déclaration du 8 février, a annoncé que le cas de l'Afghanistan n'était pas unique : « *Mener à bien le règlement politique en Afghanistan, a-t-il dit, constituera une percée dans la chaîne des conflits régionaux. Le règlement politique en Afghanistan va permettre de poser la question : quel sera le prochain conflit à être surmonté ? Car il y en aura nécessairement.* »

A quels autres conflits Gorbatchev pense-t-il ? Bien évidemment au Nicaragua, à l'Angola et au Cambodge. Il faut noter que, dans ces trois pays comme en Afghanistan, nous avons assisté, depuis une dizaine d'années ou davantage, au retournement de la situation classique, dans laquelle la guérilla était une arme entre les mains des communistes en vue de renverser des dictatures de droite. Dans la période récente, la guérilla est devenue une arme entre les mains des démocrates et des nationalistes en vue de renverser des dictatures communistes. Le seul pays dans lequel existe encore une guérilla communiste importante, ce sont les Philippines, et cette guérilla, depuis la chute de Ferdinand Marcos, n'a plus de justification progressiste, puisqu'elle s'attaque à un régime démocratique ou, tout au moins, à un gouvernement qui cherche à consolider la démocratie. Il en va de même au Salvador, où le Front Farabundo Marti cherche à renverser le gouvernement démocratiquement élu du président Duarte, alors qu'il obtiendrait moins de 10 % des voix, raison pour laquelle il préconise l'abstention.

L'exemple de l'Afghanistan est particulièrement clair. L'Union soviétique a fait intervenir directement et massivement sa propre armée dans ce pays, après avoir en vain cherché à y accréditer, par ses coutumières méthodes indirectes, des caudillos prosoviétiques qu'elle avait tour à tour mis en place, puis fait assassiner. Même le « *Guardian* » a renoncé à plaider que le peuple afghan souhaite le communisme, puisqu'il résiste encore, malgré un million de morts et le départ de cinq à six millions de réfugiés qui vivent au Pakistan ou en Iran. Les cas de l'Angola et du Nicaragua sont moins clairs pour l'opinion internationale. La propagande prosoviétique ou l'incompétence pure et simple des commentateurs a souvent réussi à faire croire que les gouvernements de Luanda et de Managua étaient légitimes et démocratiquement élus. Il n'en est rien et, précisément, ce que les démocrates demandent, c'est que des élections sous contrôle international puissent avoir lieu dans ces deux pays.

Le « gouvernement » de Luanda n'est nullement représentatif de l'ensemble de la population. Le M.P.L.A. communiste ne l'a d'ailleurs jamais été, même au temps de la guerre anticolonialiste contre les Portugais, qui était menée par trois mouvements de résistance. Le plus important numériquement était l'UNITA, qui aujourd'hui tient toute la moitié sud du pays et a infligé, à la fin de 1987, une défaite militaire décisive aux troupes de Luanda, essentiellement cubaines et commandées par un général soviétique. On cherche fréquemment à jeter l'opprobre sur le chef de l'UNITA, Jonas Savimbi, parce qu'il reçoit, entre autres, l'aide de l'Afrique du Sud. Il est curieux que l'on exige de l'Unita de se suicider par souci de pureté morale, en repoussant l'aide de l'Afrique du Sud, alors qu'on ne trouve nullement répréhensible que Luanda impose sa dictature à la population grâce à la présence de plusieurs dizaines de milliers de militaires cubains, soviétiques, allemands de l'Est et coréens du Nord. De plus, il y a une différence fondamentale entre les deux

aides : les Soviëto-cubains sont là pour imposer à l'Angola le système communiste, alors qu'il n'est pas question, et ce serait d'ailleurs inconcevable, que l'Afrique du Sud exporte en Angola le système de l'apartheid. Dos Santos, le président à Luanda, veut imposer le système de ses amis soviétiques à son pays et il a lui-même d'ailleurs été formé à Moscou ; de toute évidence, Savimbi n'adopte pas l'idéologie de l'apartheid et l'aide qu'il reçoit de l'Afrique du Sud est purement conjoncturelle. Contrairement à une légende tenace, les Sud-africains n'ont commencé à intervenir en Angola, en octobre 1975, qu'après l'arrivée des militaires cubains, qui étaient déjà sept mille sur place au début d'octobre 1975. Il est stupide de soutenir que Castro les a envoyés là sans l'appui des Soviétiques, car Cuba ne dispose pas de la logistique aérienne nécessaire pour transporter des troupes aussi loin. Ce sont des avions soviétiques qui l'ont fait. Le but de l'opération était d'empêcher les élections démocratiques qui étaient prévues pour novembre 1975, selon les accords signés entre les trois mouvements de résistance anticolonialistes en janvier 1975 à Alvor, au Portugal. La technique était la même que celle qui avait été employée par l'Union soviétique en Europe centrale après la deuxième guerre mondiale, par Castro à Cuba en 1959, et qui le sera par les Sandinistes en 1979 et 1980 : éliminer les partis centristes, sociaux-démocrates, chrétiens-démocrates et libéraux, et s'emparer, par la force, du monopole du pouvoir politique avant que des élections ne puissent avoir lieu et ne risquent de révéler que le parti communiste est minoritaire.

Il faut noter que, en Angola comme au Nicaragua et en Afghanistan, l'aide extérieure aux résistants a été bien moins importante que l'aide soviétique aux dictatures communistes locales. Même le Congrès américain a reconnu, au cours du débat de février 1988 à l'issue duquel il a refusé de nouveaux crédits à Reagan, que, selon les propres termes d'un membre de la Chambre des Représentants, « pour chaque dollar que les Etats-

Unis avaient donné à la Contra, l'Union soviétique en avait donné 5 aux Sandinistes ». De même que l'UNITA est loin de n'exister que grâce à l'Afrique du Sud et représente un fort courant populaire, de même c'est un mensonge de dire que la Contra n'est composée que d'anciens partisans de Somoza, puisque 90 % des guérilleros de la Contra sont aujourd'hui des jeunes gens d'une vingtaine d'années ou même moins, qui n'étaient que de petits enfants lorsque la dictature de Somoza est tombée.

Comme en Afghanistan, l'Union soviétique n'envisage le repli idéologique et politique dans ces pays que parce qu'elle constate précisément l'ampleur du rejet populaire des régimes qu'elle soutient et l'impossibilité de les imposer durablement, même par la force et la répression. De plus, au Nicaragua comme dans l'Angola communiste, la faillite économique est loin de ne provenir que de la guerre civile. La population se rend parfaitement compte que la disette découle principalement du système communiste lui-même.

Toutefois, malgré l'extrême importance et la signification politique cruciale de ces premiers reculs avérés de l'*« internationalisme prolétarien »*, il faut bien voir que le bilan de l'expansionnisme soviétique et, en particulier, de la phase expansionniste commencée en 1975, reste positif. En Afrique, l'Union soviétique conserve pour le moment l'Ethiopie, totalement satellisée, et des régimes sympathisants comme ceux de Madagascar ou du Mozambique, et quelques autres. En Asie, elle conserve le Vietnam, très important pour elle du point de vue stratégique, notamment à cause de la base aéronavale de Cam Rahn. Même si la persistance de la guérilla au Cambodge l'oblige à des accommodements, l'Union soviétique restera pour longtemps fortement présente dans la péninsule indochinoise, où elle tient également le Laos. Si l'échec soviétique en Afghanistan, en Angola et au Nicaragua constitue bien un tournant idéologique et politique décisif, ne perdons pas de vue, par conséquent, que, sur le plan purement

géostratégique et même sur celui pur et simple des annexions territoriales, l'Union soviétique demeure la grande gagnante de ces cinquante dernières années.

Le travail qu'on va lire illustre, en profondeur, dans le cas particulier de l'Angola, le processus historique de la réversibilité, ou, dirai-je plutôt, de la **renversibilité** du communisme. C'est un travail exemplaire, fruit d'une recherche patiente, rigoureuse, minutieuse de la documentation et de l'information sur des points où elle est particulièrement difficile à trouver, à vérifier, à diffuser, puisqu'on se heurte au travail quotidien de falsification, de censure et de réécriture de l'actualité, puis de l'histoire, auquel excellent les techniciens de la propagande communiste. Cette propagande ferait du reste moins de ravages, avec ses mensonges, si les responsables des moyens d'information occidentaux étaient moins crédules et, trop souvent, ne répandaient pas eux-mêmes sans les contrôler les versions inexactes des faits que déversent sur nous, jour après jour, les Etats totalitaires. En ce qui concerne l'Angola, nous n'aurons plus d'excuses à l'ignorance, puisque nous disposons désormais de la remarquable mise au point historique et de la lumineuse synthèse interprétative présentées dans ce livre.

Jean-François REVEL